



L'ARME ENERGETIQUE RUSSE

suffira-t-elle à Moscou pour retrouver son statut de puissance mondiale ?

**Mémoire de géopolitique
du commandant Sandrine Dehay
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »**

Directeur : Mademoiselle Isabelle Facon

Avril 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'arme énergétique russe suffira-t-elle à Moscou pour retrouver son statut de puissance mondiale ?
2. 2006_memoire_geop_russie energie_Dehay
3. Commandant, armée de l'air, Dehay Sandrine , France
4. 6 avril 2006
5. Division B – groupe B2
6. Mémoire de géopolitique
7. En dépit de fragilités internes, le secteur énergétique russe est la clé de voute de l'économie et du futur russe. Ceci en fait un domaine stratégique, pour lequel la politique étrangère russe, en s'appuyant sur une logique commerciale, entend limiter les dépendances. La mise en place d'une stratégie globale par les principaux acteurs, plus ou moins sous le contrôle de l'Etats, permettra probablement de renforcer les liens avec les pays d'Asie centrale et de reconstruire une puissance mondiale.
8. Russie, énergie, pétrole, gaz,

L'arme énergétique suffira-t-elle à Moscou pour retrouver son statut de puissance mondiale ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : INDISPENSABLE PRIORITE A L'ENERGIE

Fragilités internes du secteur énergétique russe

Regagner le contrôle du secteur

DEUXIÈME PARTIE: ARME ENERGETIQUE OU EXIGENCES COMMERCIALES

une arme énergétique peu efficace dans le passé

Un levier rendu inefficace par les multiples dépendances

Limiter sa dépendance

Limiter la concurrence sur le marché européen

TROISIEME PARTIE: ENERGIE, OUTIL D'INFLUENCE

Développer une stratégie globale

L'énergie comme facteur d'unité eurasiatique ?

Politique d'influence

INTRODUCTION

Depuis la décomposition de l'Union soviétique, la politique de Moscou envers les anciennes républiques soviétiques a souvent été qualifiée de coercitive. La Russie espérait ainsi les réintégrer dans sa sphère d'influence. La dépendance énergétique des ex-pays soviétiques est alors apparue comme une arme dont jouait Moscou pour rallier les dirigeants de son étranger proche à ses vues. Alors que les questions énergétiques deviennent de plus en plus prégnantes, cette arme russe inquiète à nouveau. La Russie, qui se remet difficilement du profond marasme économique des années 90, mise avant tout sur son capital énergétique. Or, celui n'est pas exempt de faiblesses internes. Le contrôle de l'Etat sur les entreprises liées au secteur énergétique ne s'est reconstitué que récemment sous la présidence de Poutine. L'avenir du secteur exige des investissements très importants. Des exigences économiques semblent dicter de nombreuses décisions de politique étrangère. Le discours officiel lui, fixe comme priorité de sécuriser les conditions extérieures favorables sur le long terme pour moderniser le pays. Dans ce contexte, les difficiles négociations de Moscou avec ses voisins peuvent paraître entrer dans un cadre purement commercial. Le problème reste la perception qu'en ont les pays victimes ou même l'Europe, qui régulièrement s'inquiète de sa trop forte dépendance énergétique envers la Russie. Pour asseoir son influence et capitaliser son atout énergétique, Moscou devrait parier sur le gaz ou dans une moindre mesure le pétrole comme facteur d'influence et non comme une arme. Des rapprochements pourraient probablement être menés à l'intérieur de l'espace ex-soviétique, l'Asie centrale offrant de belles opportunités.

L'enjeu pour la Russie est de constituer un pôle d'un monde multipolaire. Sa vision de la puissance s'est longtemps attachée à celle de Raymond Aron, qui définissait la puissance comme la capacité de faire, de produire ou de détruire. C'était l'ère de la guerre froide où dominait l'accumulation des moyens notamment militaires, ce que Joseph Nye a qualifié de «hard power». Dans les années 90, période exsangue pour l'économie russe, la transition vers le «soft power», qui substitue l'économie et l'influence aux moyens militaires, n'a pas pu s'opérer. La première décennie du XXI^e siècle a de nouveau modifié l'assertion de puissance, qui combine le «hard» et le «soft», alliant le contrôle des flux et l'influence. La Russie cherche à s'inscrire dans ce nouveau contexte forte de sa place sur le marché énergétique mondial.

Dans un premier temps, il paraît nécessaire de montrer à quel point le secteur de l'énergie est vital à l'équilibre de la Russie aujourd'hui. Ceci permettra d'apporter un éclairage plus nuancé et

économique sur les invocations d'utilisation récente de l'arme énergétique par la Russie. Enfin, il sera envisagé une possible voie de développement de la puissance russe en utilisant l'énergie comme facteur d'intégration.

PREMIÈRE PARTIE : INDISPENSABLE PRIORITE A L'ENERGIE

Comme à l'époque de l'Union soviétique, le marché des matières premières occupe dans l'économie russe une place de premier plan. Les ressources naturelles constituent près de 80% des exportations russes, dont 55% est constitué par le pétrole et le gaz. Moteur de la croissance, le secteur énergétique fournit près de la moitié des rentrées en devises du pays et contribue à hauteur d'environ un tiers aux recettes du budget fédéral. Des recherches de la banque mondiale et du FMI ont établi que pour chaque augmentation d'un dollar du prix du baril le budget fédéral russe augmente de 0.35% de PIB. La relance économique après la crise économique 1998 a été rendue possible par la hausse du prix du baril. D'une situation en 1998, où la dette extérieure était estimée à 130% du PIB, la Russie est actuellement en excédent budgétaire de 12% du PIB.

Les autorités russes, conscientes de cette dépendance et des vulnérabilités qu'elles recèlent, hésitent sur la voie à suivre pour que la manne énergétique irradie l'ensemble de l'économie russe et participe au développement du secteur productif.

Elles se préoccupent également des fragilités internes du secteur énergétique. Bien que les données sur les réserves en pétrole et gaz soient devenues des données classifiées, les spécialistes estiment que des investissements énormes devront être consentis pour développer après 2010 de nouveaux champs d'exploitation. C'est en partie dans le cadre de cette préparation de l'avenir que Vladimir Poutine a mené sa politique de reprise de contrôle des entreprises du secteur énergétique. La très grande dépendance de l'économie russe, mais aussi la volonté d'utiliser l'atout russe en politique étrangère ne sont bien sûr pas étrangers à ces démarches, qui ont conduit en 2003 aux remous de l'affaire Ioukos.

1. LES FRAGILITES INTERNES DU SECTEUR ENERGETIQUE RUSSE

D'une manière générale, la politique énergétique russe est marquée depuis de nombreuses années par une stratégie de maximisation des exportations et de la production d'hydrocarbures. Loin d'être un indicateur de bonne santé, cette évolution mérite un examen plus détaillé à la lumière de différentes études. Il conviendra de distinguer le secteur pétrolier du secteur gazier, qui en termes d'acheminement, d'état des réserves et de paysage des acteurs sont différents.

1.1. Secteur pétrolier

Selon les données du Goskomstat reprises par Madame Locatelli Catherine¹, les exportations de brut n'ont cessé de croître entre 1987 et 2004, en dépit d'une baisse de production entre 1987 et 1998. Depuis 2002, la Russie dispute à l'Arabie Saoudite le rang de principal producteur de brut². L'augmentation des exportations russes depuis les années 90 est en trompe l'œil. Elle ne résulte pas directement d'un développement des ressources. Elle résulte d'une part de la baisse de la consommation intérieure, d'autre part d'une réhabilitation des gisements les plus rentables avec des techniques d'exploitation plus performantes.

Les prévisions de production pour 2010 sont l'objet d'approches divergentes selon les organismes : ministère des affaires étrangères russe, compagnies pétrolières privées ou encore l'AIE (agence internationale de l'énergie). La « stratégie énergétique³ » entérinée par le gouvernement russe fixe pour objectif une production annuelle de 470 Mt à l'horizon 2010. La majorité des études s'accordent pour prévoir une stagnation, voire une légère décline de la production à compter de 2010. Les gisements russes actuellement exploités arriveront au maximum de leurs capacités. Une hausse de la production ne sera possible qu'avec une mise en valeur de nouvelles régions productrices. Une étude géographique des réserves pétrolières de la Russie les situe sur des territoires difficiles d'accès, dans des conditions d'exploitation délicates situées plus au nord ou à l'est des zones d'extraction actuelles de la Volga Oural, des Komi ou de Tioumen. (Cf carte en annexe I). De nouvelles exploitations en Timan Pechora, Yamal ou Sibérie orientale exigeront des investissements techniques en terme de technologie d'extraction, des investissements d'infrastructures pour acheminer le pétrole vers les lieux de consommation. Leur rentabilité nécessitera un prix des hydrocarbures élevé. Des investissements étrangers seront probablement indispensables. Les nouvelles exploitations lancées dans le secteur de Sakhaline avec la participation de grands groupes étrangers confirment ces prévisions.

Le paysage du secteur pétrolier a été largement privatisé dans les années 90. Beaucoup d'acquéreurs n'ont pas consenti les investissements nécessaires, mais ont développé une politique de maximisation de la production aux dépens de l'exploration. L'Etat ne disposait pour seul contrôle que du monopole de l'entreprise d'Etat Transneft, chargée du réseau d'oléoducs. Désireux de changer cet état de fait, Poutine a lancé une refonte du secteur pétrolier, qui reste

¹chargé de recherches au laboratoire d'économie de la production et de l'intégration internationale, département Energie et Politiques de l'environnement (CNRS- Université Pierre Mendès France – Grenoble)

² Production en 2003 de 8,4 Mb /jour ou 421 Mt

³Energeticheskaya strategiya Rossii na period do 2020 goda ("Energy Strategy of Russia to the Year 2020"), Décret du gouvernement de la Fédération de Russie N°1234-r du 28 août 2003.

inachevée et nourrit d'autres incertitudes sur le statut futur de l'industrie pétrolière russe. Cette reprise de contrôle sera abordée au paragraphe suivant.

1.2. Secteur gazier

L'industrie gazière a de tous temps été dominée par la toute puissante holding Gazprom, héritière du ministère du gaz de l'Union soviétique. A l'horizon 2010, le secteur gazier se place comme celui du pétrole dans une nécessaire relève des trois grands gisements actuels de Medvezhe, Urengoy et Yamburg, gisements matures en voie d'épuisement. L'exploitation des réserves, dont les estimations placent la Russie au premier rang mondial, exige là aussi des investissements colossaux. Leurs emplacements en mer de Barents, en mer de Kara et en Sibérie Orientale compliquent les exploitations et les infrastructures de transport. Or, l'entreprise Gazprom, dont l'Etat a le contrôle, dispose d'un pouvoir d'investissements limité. Elle pâtit du prix social du gaz sur le marché intérieur et jusqu'à récemment sur le marché des ex-républiques soviétiques. Selon certaine analyse⁴, une pénurie serait à craindre avant 2010 et la pleine production des nouveaux secteurs d'exploitation. La pression financière mise sur les pays de l'ex-Union soviétique s'expliquerait en partie par les besoins en ressources financières de Gazprom, incapable de faire face à une hausse de la consommation interne, à l'inefficacité de ses réseaux actuels et à la persistance de contraintes extérieures. Le prix élevé des hydrocarbures sur le marché international lui est indispensable. Cela conditionne actuellement la rentabilité d'exportations de gaz liquéfié transporté par voie ferrée vers la Chine.

La Russie détient 31% des réserves mondiales en gaz, qui deviendra, une fois le pic de production du pétrole atteint, un enjeu de première importance. Gazprom ne détient que 70% des réserves (prouvées et probables) russes. Mais en raison de son monopole sur le transport, tous les acteurs nationaux sont contraints de vendre leur gaz à la société gazière à des prix peu attractifs qui ne les incitent pas à produire.

2. UNE REPRISE SOUS CONTROLE DE L'ETAT

Le secteur énergétique est actuellement le poumon de l'économie russe, comme il l'était à l'époque soviétique. Ce secteur n'est pas exempt de vastes et coûteux défis à relever dans un futur proche à l'horizon 2010. Face à l'extrême dépendance de l'économie russe, qui, quelque

⁴ Entretien avec Nadejda Victor, chargée de recherche sur l'énergie et le développement durable à l'université de Stanford du 06 janvier 2006 publié sur le site www.washprofile.org

soient les options choisies, ne sera pas surmontée d'ici 5 ans, l'Etat russe se devait d'intervenir pour induire un développement plus équilibré de ce secteur et pour utiliser l'atout énergétique de façon optimale.

Dans un premier temps, l'Etat souhaite réaffirmer son pouvoir face aux régions. Depuis les amendements sur la loi du sous-sol votés en 2004, seul le gouvernement fédéral peut attribuer une licence d'exploration et de développement. Il affirme ainsi son contrôle sur les ressources avec la possibilité de maîtriser une liste de gisements dits stratégiques. Bien que les disparités restent énormes en termes économiques entre les régions pétrolifères et les autres, le pouvoir des gouvernements locaux est amoindri.

Dans un second temps, le Kremlin s'oppose au pouvoir des entreprises privées et aux oligarques, qui ont prospéré dans le secteur énergétique. L'Etat entend imposer ou influencer le devenir à long terme de cette industrie. Les concurrences russo-russes sur les marchés extérieurs comme ont pu se livrer les entreprises Gazprom et Itera en Géorgie ou en Asie centrale s'avèrent contre productives, notamment sur le plan de la politique extérieure. La société Ioukos, qui avait projeté de construire ses propres voies d'exportation vers la Chine, contournant ainsi le monopole de Transneft, devenait un acteur sur la scène de la politique extérieure de la Russie, sans en avoir aux yeux du Kremlin la légitimité. Sur le plan intérieur, un lobbying intense des grandes compagnies pétrolières russes s'était constitué à la Douma. Certaines propositions de lois et votes, à l'instigation de ce groupe de pression, avaient pour but de maintenir une incertitude de l'environnement institutionnel afin de limiter les participations étrangères. Le système d'investissements dans l'exploration-production, dit accords de partage de production⁵, adopté en 1995, permettait de définir un cadre juridique stable. Les compagnies pétrolières internationales en faisaient pourtant la condition de leurs engagements massifs dans le secteur des hydrocarbures russes. La modification de cette loi, intervenue en 2003, a souvent été interprétée comme la volonté du Kremlin de limiter les investissements étrangers. A la lumière des agissements des groupes de pression, il est possible d'y apporter une autre interprétation, qui confirmerait une sorte de blocage institutionnel auquel le gouvernement en reprenant le contrôle après l'affaire Ioukos souhaiterait mettre fin.

L'affaire Ioukos n'a pas déclenché une grande vague de privatisation. Elle a permis de confirmer un pôle étatique fort dans le secteur gazier avec Gazprom, dont il détient depuis juin 2005 51% des parts et d'assurer la montée d'un autre acteur étatique que Transneft dans le secteur

⁵ BOUSSENA Sadek, LOCATELLI Catherine, « les fondements d'une nouvelle organisation du secteur pétrolier russe Entre le privé et l'Etat », cahier de recherche LEPII Série EPE N°39 ; mars 2005

pétrolier : Rosneft. Le Kremlin cherche une voie intermédiaire entre une nationalisation massive et un développement exorbitant de Gazprom au profit de l'existence de plusieurs pôles étatiques influents sur un marché énergétique qui reste en grande partie privatisé.

Dans un troisième temps, le Kremlin entend mettre en place une stratégie cohérente et centralisée vis-à-vis de l'étranger. Dans le secteur gazier compte tenu de son niveau de réserves et de la mondialisation de ce marché, elle a les moyens de jouer un rôle stratégique. Dans le paragraphe consacré aux faiblesses internes du secteur pétrolier en Russie, il apparaît clairement que la Russie ne peut pas être un réel concurrent de l'Arabie Saoudite. Elle n'a pas les moyens d'influencer durablement l'état du marché pétrolier. Par conséquent, elle doit envisager une coopération avec l'OPEP pour soutenir un prix des hydrocarbures élevé. De nombreux facteurs de son équilibre sont tributaires de ce prix. La rentabilité de certains projets de développement de Gazprom repose sur un prix du pétrole supérieur à 25\$. Une fois encore, les comportements des compagnies pétrolières privées russes, désirant valoriser rapidement leurs actifs, avaient eu tendance à s'opposer à l'OPEP en 2002 en raison de leur politique de maximisation des exportations. Vis-à-vis de l'Union européenne, une position cohérente est nécessaire pour mener à bien le dialogue énergétique (cf. paragraphe 2.2.1)

En 2003, l'affaire Ioukos, qui a vu le démantèlement de la plus importante compagnie pétrolière privée de Russie et l'emprisonnement de son directeur, a ému de nombreux observateurs économiques. Outre les raisons politiques et électoralistes, qui ne seront pas développées ici, l'intérêt du Kremlin de lancer un sérieux coup de semonce aux oligarques et de regagner le contrôle du secteur énergétique s'explique par la nécessité de mieux préparer l'avenir de la Russie, à la lumière des fragilités internes de ce secteur sur lequel repose en grande partie l'économie russe. Cette concentration de pouvoir en Russie fait encore plus peur qu'ailleurs dans le monde. C'est pourquoi le terme d'arme énergétique revient en force dans des discours inquiets issus des pays de la CEI ou d'Europe. La deuxième partie de cette étude tentera d'apporter un regard objectif sur l'instrumentalisation par Moscou de son atout énergétique dans sa politique extérieure.

DEUXIEME PARTIE : ARME ENERGETIQUE OU EXIGENCES COMMERCIALES ?

La crise entre Moscou et Kiiv qui s'est développée au début de l'année 2006 reflète l'actualité du terme arme énergétique. Des journaux français ont en effet titré : « hydrocarbures : arme fatale de Poutine »⁶ ou encore « le Kremlin poursuit son offensive gazière ».⁷ Ces titres traduisent la perception par l'Europe et les ex-pays satellites d'une agressivité russe. Seuls ces derniers, du fait de leur dépendance énergétique envers Moscou, ont eu à subir des coupures de gaz dans le but de les amener à céder aux exigences politiques ou économiques russes. A la lumière des quelques exemples historiques, l'efficacité de tels procédés est loin d'être prouvée. Si ce n'est l'exemple de l'hiver 2006, on aurait pu penser que Moscou avait renoncé à ce chantage. En replaçant la démarche russe dans son contexte, notamment avec un sentiment de forte vulnérabilité sur ses voies d'exportation, il est possible d'apporter un éclairage plus pragmatique et moins alarmiste. Peut-on encore parler d'arme énergétique ou de logique politico-commerciale ? Les pays affichant ouvertement leur volonté de se détourner de Moscou au profit de l'Europe ne se voient plus appliquer un régime de faveur. Vu de Moscou, leur retournement accentue encore le sentiment de vulnérabilité de ses voies d'exportation. Les entreprises russes cherchent donc à augmenter leurs recettes pour investir dans des projets de contournement. La stratégie énergétique, dont la dernière version a été adoptée en août 2003, ne cache pas que l'énergie est un élément fondamental de la diplomatie russe et qu'il y a une nécessité de limiter sa dépendance envers les pays de transit ou de consommation.

1. UNE ARME ENERGETIQUE PEU EFFICACE DANS LE PASSE

1.1. des gestes politiques vains

Les exemples de coupures d'approvisionnements de gaz sur des bases uniquement politiques existent. En 1991, peu de temps après la déclaration d'indépendance de la Lituanie, toutes les livraisons d'énergie furent arrêtées. Elles reprurent peu de temps après avec des prix beaucoup plus élevés que ceux pratiqués envers les membres de la nouvelle CEI. En 1993, lorsque l'Estonie adopta une loi sur les étrangers hostile aux russes d'origine vivant dans ce pays, la Russie exprima son opposition par la coupure des approvisionnements énergétiques. Le Kremlin ne tira aucun bénéfice de cette forme de protestation.

⁶ Libération mardi 3 janvier 2006

⁷ Le Figaro mardi 24 janvier 2006

1.2. Des résultats plus que mitigés envers des Etats lourdement endettés

En 1998, à la veille de négociations sur le stationnement des troupes russes en Transnistrie, Gazprom menaça de couper l'alimentation en gaz à la Moldavie invoquant l'importance de la dette. L'alimentation des pays d'Europe du Sud (Bulgarie, Turquie et Grèce) est dépendante du gazoduc traversant la Moldavie. Les coupures annoncées n'eurent pas lieu. Si Moscou a obtenu gain de cause pour le stationnement de ses troupes, la Moldavie elle n'a pas remboursé ses dettes.

L'Ukraine a souvent plaidé auprès de la communauté internationale sa vulnérabilité face aux menaces de coupures de gaz de la Russie. Les tentatives d'utilisation de ce levier en 1993 lors des débats sur le devenir des armes nucléaires et de la flotte de la mer noire, puis en 1995 sur une incitation à rejoindre l'union douanière de la CEI n'ont pas été fructueuses. Les Ukrainiens ont souvent réussi à négocier leurs dettes, puis ont renoncé à certains de leurs engagements.

Le système de troc en vigueur jusqu'en janvier 2006 permettait à l'Ukraine de percevoir les droits de transit par un pompage de gaz russe. Ce système a entraîné des dérives à l'origine de récriminations de Moscou accusant Kiiiv de prélever illicitement un surplus d'un volume de plusieurs milliards de mètres cubes. La hausse des prix du gaz bien supérieure à celle du prix du transit rendait cette pratique caduque.

1.3. des négociations commerciales très intenses

Dans le secteur stratégique de l'énergie, il est délicat de reconnaître ce qui est affaires purement commerciales des intentions politiques.

En 2002, le blocage par Transneft du terminal pétrolier de Ventspils (Lettonie) s'inscrivait dans une négociation sur une tarification excessive du terminal pétrolier de Ventspils, dont Transneft désirait prendre le contrôle. Cette négociation s'inscrivait dans un contexte de mise en service du BPS (baltic pipeline system), qui accorde la priorité au nouveau terminal russe de Primorsk. En 2003, la situation fut compliquée par la vaste manœuvre de prise de contrôle des infrastructures de transport des hydrocarbures en Biélorussie, et l'intervention de concurrents de Transneft et Gazprom, Ioukos et Itera qui par voie ferrée ont approvisionné Ventspils et la Biélorussie, ce qui rendit les négociations plus délicates. Une nouvelle fois, cet exemple montre le faible pouvoir de levier que constitue l'arme énergétique, notamment lorsqu'elle est brandie de façon incohérente par divers acteurs russes.

2. UN LEVIER RENDU INEFFICACE PAR LES MULTIPLES DEPENDANCES

2.1. dépendance financière : L'Europe à la merci du gaz russe ?

Le journal Libération du 4 janvier 2006 par cette manchette faisait résonner la crainte issue de la guerre froide de voir l'Union soviétique utiliser ses livraisons de gaz comme moyen de pression. Or, les liens entre le marché européen et la Russie sont interdépendants. Certains analystes estiment même que la Russie est plus fragile vis à vis de l'Union européenne (UE) que l'inverse. La sécurité énergétique est un enjeu particulier pour l'Europe, qui en 2030 sera dépendante à 70% de ses importations. La stratégie européenne de sécurité prend en compte cette préoccupation, mais pour l'heure, la crise de janvier 2006 a démontré l'absence de politique commune en la matière. L'Union européenne et la Russie ont entamé en 2000 un dialogue énergétique dans le but de réaffirmer leurs positions de partenaires naturels en matière énergétique. Déjà en 2003 avant l'élargissement, les chiffres l'attestaient : 58% des exportations de pétrole par la Russie et 36% du gaz exporté étaient destinés à des pays membres de l'UE, ce qui représentait 16% du pétrole et 19% du gaz consommés par l'UE. Le phénomène s'est accru avec l'entrée de certains pays d'Europe de l'Est dont la dépendance envers les importations du gaz russe est supérieure à 70%. Cependant à l'échelle européenne, il n'y a pas de niveau de dépendance comparable à celui de l'Ukraine par exemple. La Russie est un fournisseur essentiel (21% des importations de pétrole et 41% des importations de gaz) au côté de la Norvège, du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Algérie. Si une politique est définie au niveau européen, par exemple par une mise en commun des stocks stratégiques des différents pays ou une politique de réduction de la consommation d'énergie, toute utilisation d'une arme énergétique à son encontre serait difficile. Pour l'instant faute d'accord sur ce qui apparaît attaché à l'indépendance nationale, l'UE met uniquement en œuvre une politique de libéralisation des marchés de l'énergie, qui sera totale en 2007.

Le marché européen, à l'heure actuelle, est d'une importance capitale pour Gazprom. En effet, le prix du gaz vendu à l'Europe est de loin supérieur à celui du marché intérieur (130\$ / 1 000m³ contre 16 à 23 \$ pour les ménages ou les industriels russes). Selon des sources de l'agence internationale pour l'énergie (AIE) et de la commission européenne, 30% du gaz extrait exporté vers l'Europe assure 70% des recettes de Gazprom. Les capacités d'investissements de la compagnie gazière sont conditionnées par le marché européen, appelé à connaître de profondes évolutions avec la libéralisation du marché gazier de l'Union Européenne. Gazprom devra faire face aux incertitudes ainsi créées, alors que la compagnie basait le financement de ses investissements sur des contrats de long terme. Des négociations difficiles menées au sein du

dialogue énergétique tentent de trouver un compromis. Mais pour l'heure Gazprom préfère retarder le développement de la province de Yamal (et recourir aux importations de gaz d'Asie centrale). La compagnie tente également d'autres réponses en essayant de s'intégrer dans l'aval de la chaîne de distribution gazière ou en multipliant les voies d'exportation. (Cf paragraphe 222). La méfiance de Gazprom face à ces évolutions montre bien toute l'importance que revêt ce marché pour son avenir.

2.2. Une dépendance handicapante : les voies de transit (cf. carte en annexe II)

L'arme énergétique est une arme à double tranchant car les effets ne touchent pas uniquement le premier pays traversé par les infrastructures de transport des hydrocarbures. Les pays de transit possèdent en effet une capacité de stopper les livraisons aux pays situés en aval. 80% des exportations de gaz vers l'Union européenne transite par le réseau ukrainien. Plus d'un tiers des exportations de pétrole hors CEI emprunte le réseau Druzhba et passe donc par la Biélorussie. L'alimentation en gaz russe de l'Arménie dépend d'un gazoduc traversant la Géorgie. Après la dissolution de l'Union soviétique et les relations parfois conflictuelles avec les anciennes Républiques, Moscou a été confronté à une situation d'insécurité pesant sur ses moyens d'exportations d'hydrocarbures. Ce sentiment a été conforté par l'émancipation et les positions pro occidentales et anti russes de pays-clés dans le réseau d'exportations comme la Géorgie et l'Ukraine. La stratégie énergétique de 2003 a pour priorité de limiter les dépendances de ses voies d'exportation soit en privilégiant les terminaux pétroliers nationaux, soit en établissant des voies de contournement.

Près de 50% des exportations de pétrole hors CEI s'effectuent à partir des terminaux pétroliers. En mer noire, les terminaux pétroliers de Novorossiisk et Tuapse doivent voir leurs capacités augmentées. Ils sont alimentés par plusieurs oléoducs dont l'oléoduc Tenguiiz-Novorossiisk (mis en service en 2001 par le consortium privé CPC), ainsi que les pipelines en provenance de Sibérie occidentale et de la région Volga Oural. Au nord, le BPS (Baltic pipeline system) mis en service en 2001 alimente un nouveau terminal pétrolier de Primorsk. Deux autres terminaux devraient être construits dans le Golfe de Finlande.

Pour les réseaux d'exportation du gaz, le contournement de l'Ukraine est clairement avancé. Il s'agit du projet germano-russe de « Northern european gas pipeline », qui doit être construit d'ici 2010 sous la mer Baltique pour approvisionner le Nord de l'Europe. Moscou avait déjà décidé de limiter les transits du pétrole par l'Ukraine, qu'imposaient les tracés des pipelines historiques en provenance de Volga-Oural pour desservir les ports de la mer Noire. Dès août 2001 est entré en

service l'oléoduc Soukhodolnaya-Rodionoskaya (région de Rostov), décidé à la suite du refus du gouvernement de Victor Iouchtchenko de baisser les droits de transit pour le brut russe.

Ce refus russe de voir sa principale ressource financière menacée par des Etats riverains a été souvent critiqué comme une inaptitude de Moscou à accepter les multiples dépendances des marchés commerciaux modernes. La comparaison avec d'autres grandes puissances laisse cependant à penser que l'énergie, plus encore que les industries de défense, occupe une place particulière, qui justifie parfois des actions de politique extérieure audacieuses.

3. LIMITER SA DEPENDANCE

3.1. Positionnement sur les marchés

Outre la diversification de ses voies d'exportation, qui est très coûteuse, la Fédération de Russie poursuit une politique industrielle particulière d'acquisition d'actifs dans les sociétés de distribution et dans les pipelines de transit. En Biélorussie et en Ukraine, des négociations sont en cours depuis de longues années. Les bras de fer entre Gazprom et les compagnies nationales Beltransgaz et Naftohaz peuvent conduire à des points culminants où des coupures de gaz sont envisagées (Cf paragraphe II.1.3). La politique des prix, l'étalement de la dette énergétique ou les menaces de contournement sont également utilisées dans les négociations. Dans le cas de l'Ukraine, des pourparlers sont en cours depuis 2000. En 2002, un accord sur une gestion conjointe du système ukrainien de transport de gaz par un consortium russo- ukrainien ne s'est finalement pas concrétisé. En août 2004, à l'occasion d'un accord sur les prix sensé favoriser le futur candidat aux présidentielles Yanoukovitch, la formation d'un consortium ukrainien-germano-russe est de nouveau à l'ordre du jour. La nouvelle orientation politique de Kiiv après la révolution orange bloque de nouveau les négociations sur ce sujet. La guerre des prix reprend dès juillet 2005 et aboutit à une crise profonde le 1er janvier 2006, lorsque Gazprom décide de stopper les livraisons à l'Ukraine. L'accord obtenu pour sortir de cette crise, qui a eu de répercussions jusqu'en Europe, semble plutôt favorable à Moscou. Une compagnie intermédiaire RosukrEnerg, dont le capital est détenu à 50% par Gazprom, devrait actionnaire pour 50% du réseau des infrastructures. Cependant, une nouvelle reculade de Kiiv n'est pas exclue, alors que se développe une polémique sur les véritables actionnaires de l'entreprise Rosukrenerg.

La politique d'acquisition de parts dans des sociétés, pourtant pratique courante dans une économie mondialisée fait peur. La sécurité énergétique a beau être un des thèmes de la présidence russe du G8 ; les questions énergétiques revêtent un aspect national stratégique important. La dernière intervention de Gazprom sur une société de gaz au Royaume Uni a déclenché une vive réaction du gouvernement britannique. En février 2006, un porte-parole

d'une filiale de Gazprom a déclaré que le géant pétrolier étudiait la possibilité d'acheter la société gazière britannique Centrica⁸. Outre le fait que le cours de l'action de cette dernière a bondi de 25%, une telle acquisition promet d'atteindre des prix considérables. En marge du projet de construction du North European Pipeline, les sociétés du nord de l'Europe présentent un grand intérêt pour la société gazière russe. Cette politique d'acquisition exprime également, on l'a vu, l'inquiétude russe sur le devenir du marché européen et sur sa compétitivité. Un positionnement dans les pays de l'Europe du Sud est également souligné. « Il s'agit ici, tout en s'assurant de déboucher sur ces marchés, de tenter de peser et de contrôler le développement d'une concurrence potentielle à partir de la Caspienne »⁹.

En ces périodes où le patriotisme économique est une assertion à la mode, il ne faut cependant pas attribuer à l'état russe toutes les actions d'investissements dans des compagnies étrangères. La reprise en main du secteur énergétique a été mesurée. Lukhoil, qui reste une entreprise à capital majoritairement privé, a investi de façon significative à l'étranger, non seulement en Caspienne, mais aussi en Arabie saoudite¹⁰ ou en Colombie. En Ukraine, Lukhoil, TNK et Tatneft ont pris respectivement le contrôle des raffineries d'Odessa, de Lissitchank et de Krementchoug.

La politique de prises de participation dans les secteurs énergétiques européens et des pays de transit connaît des fortunes diverses, compte tenu de la sensibilité du secteur énergétique. Elle n'est pas menée par les seules entreprises détenues principalement par l'Etat russe, mais reflète bien une des priorités actuelles du secteur énergétique russe.

3.2. partenaires multiples en Asie

Au regard de l'évolution des consommations et des développements économiques et de l'emplacement géographique de ses réserves en hydrocarbures, la Russie a un grand intérêt à se tourner également vers l'Asie. La Chine avec ses besoins énergétiques en croissance rapide représente un marché incontournable pour le futur. Des infrastructures doivent être construites. On a vu que l'entreprise privée Ioukos avait un projet d'oléoduc reliant Angarsk à Daqing, ce qui aux yeux du pouvoir de Moscou était un signe de défiance de son monopole sur l'exportation des hydrocarbures. Selon la stratégie énergétique publiée en 2003, la Russie cherche à ne pas

⁸ Centrica fournit du combustible à 12,6 millions de clients privés et à 1 million d'entreprises britanniques. Elle possède des centrales électriques en Grande-Bretagne et sur le continent européen et s'installe, depuis le début de la décennie en cours, sur le marché énergétique des Etats-Unis.(RIA Novosti 3 février 2006)

⁹C. Locatelli Les évolutions de la stratégie d'exportation gazière de la Russie L'Europe contre l'Asie ? dans cahier de recherche LEPII serie EPE N°38 septembre 2004

¹⁰La société LUKSAR (LUKoil Saudi Arabia Energy Ltd) est le produit d'une joint venture avec Saudi Aramco, formalisée en avril 2004 avec une part de LUKoil de 80%.

développer de nouvelles dépendances. La dépendance envers le marché européen, fruit de l'histoire, ne doit pas se renouveler. Or si Moscou développe un nouveau réseau exclusivement tourné vers la Chine, cette dernière deviendra un partenaire commercial indispensable. Les relations de confiance que le Kremlin tente de construire avec Pékin au sein de l'organisation de coopération de Shanghai ne sauraient éteindre toutes les craintes de la Russie envers son puissant voisin chinois. Ainsi le Kremlin a longtemps retardé sa décision entre une option directe sur la Chine (initialement défendue par Ioukos) et une option vers la côte de la mer du Japon. Le Japon, dont la dépendance énergétique est un problème central, envisage de participer aux frais de construction d'un oléoduc qui permettra son alimentation par bateau depuis un terminal construit à Nakhodka. Cette option, qui n'exclut pas la possibilité d'un embranchement¹¹ vers la Chine aujourd'hui uniquement livrable par voie ferrée, a été retenue. En 2005, la Chine a importé 11 millions de tonnes de pétrole russe (9% de ses importations globales de brut). Le rôle de principal fournisseur est aujourd'hui joué par la compagnie pétrolière publique Rosneft. Le fait que Pékin ait accordé un prêt de 6 milliards de dollars pour financer l'acquisition, par Rosneft, d'un autre géant pétrolier russe, YNG, sous la garantie de la livraison, par ce dernier, de 48,4 millions de tonnes de pétrole jusqu'à 2010, témoigne d'une attention grandissante de la Chine envers l'approvisionnement régulier en énergie russe.

La construction d'un oléoduc ralliant Nakhodka offre également une possibilité d'exportation supplémentaire vers les Etats-Unis ou la Corée. (cf paragraphe 313.) La Russie a préféré s'engager vers une voie où les investissements nécessaires au développement des exportations vers l'Est sont consentis par plusieurs partenaires et qui ne l'engage pas avec le seul partenaire chinois.

3.3. Eviter les étranglements des détroits

On a déjà vu dans le paragraphe consacré aux voies de transit que près de 50% des exportations de pétrole hors CEI s'effectuent à partir des terminaux pétroliers. Les ports non pris par les glaces en hiver se situent principalement dans le Golfe de Finlande et sur les côtes de la mer Noire. Les règles de trafic maritime par les détroits sont contraignantes vis-à-vis du tonnage des navires pétroliers ou méthaniers, ce qui par manque de rentabilité leur interdit le marché américain. Afin de contourner ces obstacles, des projets de construction de terminaux pétroliers et gaziers à Mourmansk ou à Indiga en mer de Barents avec un réseau « Northern pipeline » en provenance de Timan pechora ont été l'objet de discussions avancées avec les Etats-Unis, mais

¹¹ d'une capacité de transport de 30 millions de tonnes de pétrole par an

la société Transneft, confrontée à un réseau existant vieillissant et à des investissements en Extrême-Orient, semble différer sa décision. En février 2006, son président soulignait pourtant que d'ici la fin 2006 l'établissement du cahier des charges du chantier de l'oléoduc Khariaga-Indiga, dans le nord-est de la partie européenne sera achevé. La capacité de transport annuelle de cet oléoduc, de 500 km de long, sera de 12 millions de tonnes de pétrole et il devra déboucher sur des terminaux aménagés sur le littoral arctique.

Pour limiter le problème du détroit des Dardanelles, qui envenime régulièrement les relations avec la Turquie, la Russie s'est associée à l'Italie et à la Turquie pour la construction du gazoduc « Blue stream ». Commencé en 1997, ce gazoduc qui relie la Russie à la Turquie en transitant sous la Mer Noire a été inauguré le 17 novembre 2005. Un autre projet en discussion depuis les années 90 consisterait en l'inversion du flux dans le réseau Adria. Ce réseau pétrolier a été construit dans les années 1974 pour prévoir l'alimentation en pétrole de la Yougoslavie et de la Hongrie à partir du port d'Omishalj. La Russie souhaiterait grâce à la connexion d'Adria et du réseau sud Drouzhba (traversant l'Ukraine, la Slovaquie, la république Tchèque) inverser les flux pour pouvoir utiliser le port croate d'Omishalj comme débouché sur la mer adriatique. Des considérations à la fois économiques, politiques et écologiques ont ralenti l'avancée des négociations. Les difficultés croissantes avec l'Ukraine donne peu de perspectives à ce projet. La Turquie semble privilégiée pour la coopération.

4. LIMITER LA CONCURRENCE SUR LE MARCHE EUROPEEN

4.1. Extraction de la Caspienne

Les pays voisins de la Caspienne sont des producteurs de gaz, dont la concurrence inquiète Moscou. En effet, les prix de revient du gaz russe risquent d'augmenter à l'avenir compte tenu des investissements et des coûts d'extraction des nouveaux champs d'exploitation. Héritage du passé, le gaz du Kazakhstan et du Turkménistan empruntait le réseau russe. Avec la construction du gazoduc BTE (Bakou-tbilissi-Erzurum), le gaz d'Azerbaïdjan transitera par la Turquie.

Pour le pétrole, la construction de l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi- Ceyhan) soutenu principalement par les Etats-Unis et l'Europe a été vécu comme une manœuvre anti russe par Moscou. En effet, cet oléoduc met fin à l'obligation de transit du pétrole de la Caspienne par le réseau russe. Compte tenu des incertitudes sur les réserves pétrolières de la Caspienne, la rentabilité de ce projet est souvent mise en doute mais il est facteur d'indépendance pour les pays du sud caucase. Pour l'Europe, l'oléoduc ukrainien Odessa- Brody, construit en grande partie grâce à des fonds de l'administration américaine (Trade and development agency) devra acheminer une partie du pétrole de la Caspienne vers la Pologne. Or la Russie a réussi à arracher

lors de négociations en 2003 un accord sur l'inversion de l'oléoduc Odessa Brody pour une période de trois ans, en attendant que le BTC entre pleinement en service.

4.2. L'Europe du Sud

L'Europe du Sud représente un enjeu dans le sens où elle pourrait servir de route pour le gaz de la Caspienne. Les prises de participation de la société gazière se font à l'occasion de mouvements de privatisation et d'ouverture mis en œuvre dans les Balkans en vue de rassembler les critères d'adhésion à l'union européenne. Gazprom s'est manifesté auprès de deux distributeurs de gaz roumains et de la société de gaz bulgare.

4.3. La Turquie

Selon Mme Locatelli, les contrats signés avec la Turquie et la mise en service du gazoduc « Blue stream » sont « susceptibles de saturer le marché turc et donc de limiter les importations gazières de ce pays en provenance d'autres pays comme l'Azerbaïdjan. » Pour l'instant, la Turquie est incontournable pour les exportations gazières de la Caspienne vers l'Europe. C'est une carte dont elle saura probablement jouer dans les négociations d'adhésion à l'Union européenne. La Russie a tout intérêt à se positionner sur le marché turc pour limiter la concurrence tout du moins gazière. Le « Blue stream » entre en service avant les travaux du BTE. Avant sa mise en service, l'alimentation du marché turc en gaz de Russie était dépendante des pays de transit. En effet, le gazoduc transitait par l'Ukraine, la Moldavie, la Roumanie et la Bulgarie. Les difficultés avec la Moldavie, qui comme l'Ukraine a une dette colossale à l'égard de Gazprom et a déjà menacé la Russie de couper le réseau, militaient pour établir une autre voie pour pénétrer le marché turc, qui dans le contexte de concurrence économique dans le secteur gazier prend une importance particulière.

Après l'ère des années 90, où l'arme énergétique était brandie sans coordination, ni stratégie affirmée, les années Poutine voient une rupture dans la méthode. Les pressions politiques tendent à s'effacer derrière des intérêts commerciaux pragmatiques et parfaitement orchestrés. L'enjeu des batailles commerciales, souvent lié à la recherche d'une indépendance, apparaît stratégique à la Russie, qui se sent menacée par les pénétrations d'influence étrangère dans son étranger proche. L'importance de l'enjeu et la prise en main par le gouvernement du secteur énergétique alertent les voisins de la Russie et l'Europe. Les pays, qui comme l'Ukraine et la Moldavie ont profité de leur position-clé sur les voies d'exportations russe, pourraient effectivement s'inquiéter de l'opportunité d'une opposition à Moscou. En revanche, l'Union européenne, sauf si elle tente d'exploiter les malheurs de l'Ukraine en 2006 pour obtenir une meilleure

coordination dans le domaine énergétique, peut tempérer ses alertes. Preuve du caractère essentiel du marché européen, la Russie déploie un effort particulier pour ne pas y connaître une trop grande concurrence des hydrocarbures de la Caspienne, notamment en développant ses exportations énergétiques vers la Turquie. Les pays européens ont intérêt par leur participation financière aux projets d'infrastructure ou d'exploitation à tisser des liens avec Moscou. L'atout énergétique, plutôt que l'arme énergétique, lui redonne place sur la scène européenne. Il ne tient qu'à elle de développer une nouvelle politique d'influence pour réellement transformer l'énergie en facteur d'influence globale.

TROISIEME PARTIE : ENERGIE OUTIL D'INFLUENCE GLOBALE

Une description des principaux projets de développement des exportations énergétiques illustre clairement que Moscou entend développer une stratégie globale pour sa politique, mettant à profit sa position entre deux continents et aux marches du Moyen-orient. Se rapprochant du concept de puissance combinant le « soft » et le « hard power », la Russie entend contrôler une partie des flux énergétiques qu'elle produit, ou qui pourraient transiter par son territoire. Auprès des pays d'Asie centrale, elle tente de développer un rapprochement économique qui répond mieux aux attentes des deux parties. Pour des raisons historiques, l'Ukraine et le Sud-Caucase seront difficilement exclus des projets d'influence russe. La Russie adoptera à leur égard un pragmatisme économique rude, qui répondra à leur volonté de se détourner de Moscou. Elle devra garder cependant de la mesure dans ses actions pour apaiser ses relations avec ces Etats.

1. DEVELOPPER UNE STRATEGIE GLOBALE

1.1. Atout géographique

Tel l'aigle bicéphale qui hésite depuis longtemps entre Orient et Occident, la Russie cherche à constituer une entité spécifique entre Europe et Asie. La construction d'un pôle de puissance eurasiatique anime beaucoup de ses ambitions géopolitiques. L'idéologie communiste ne lui apporte plus le moyen de fédérer, artificiellement sans doute et sous la contrainte, les Républiques de son ex-empire. L'énergie, dont on a vu l'importance économique, est au cœur des préoccupations de la politique étrangère russe tournée vers la consolidation de cet atout majeur. C'est sans doute le meilleur facteur d'intégration dont elle dispose actuellement. Saura-t-elle le mettre en œuvre sans brusquer ses partenaires ? L'immensité de son territoire pourra être exploitée par la mise en valeur des ressources naturelles à destination de l'Europe et de l'Asie. Gazprom annonce clairement développer une stratégie globale. Les projets de construction de gazoducs montrent clairement cette stratégie, qui replace la Russie dans une position clé entre Europe et Asie.

1.2. Faire jouer la concurrence Europe – Asie

Du point de vue de l'exportateur, la comparaison entre l'évolution de la consommation énergétique en Europe et en Asie se fait au détriment de l'Europe. Le vieux continent, dont la croissance est faible et pour qui les politiques de maîtrise de l'énergie sont devenues relativement efficaces, apparaît comme un client moins intéressant que les pays asiatiques en pleine croissance. Pourtant la consommation de gaz en Europe risque d'augmenter en partie du fait de la libération du secteur énergétique. Suite aux décisions de certains pays d'abandonner le nucléaire et de limiter les rejets polluants, la production d'électricité à partir du gaz sera adoptée par les nouveaux acteurs privés du marché de l'énergie comme la solution la moins onéreuse. A l'heure actuelle, l'Europe bénéficie d'un réseau russe entièrement tourné vers elle. Cette situation risque d'évoluer à court terme sous l'effet des investissements asiatiques dans les infrastructures russes et de la localisation des nouveaux gisements. La Russie saura saisir les opportunités d'accroître ses exportations de gaz et de pétrole vers l'Est. Une certaine méfiance reste cependant de rigueur (cf paragraphe 2.3.2). Moscou privilégie les investissements asiatiques uniquement dans des projets concrets. En effet, les autorités russes se sont opposées à la participation de la Chine ou de l'Inde aux enchères des compagnies pétrolières Slavneft et YNG. Le développement de l'exploitation sur l'île de Sakhaline indique qu'elle ouvre la porte à des participations multiples européennes, américaines et asiatiques. Le projet Sakhaline-II a été confié à un consortium multinational dirigé par SHELL à hauteur de 55% et associé à plusieurs sociétés japonaises. Une première phase, commencée en 1999 a permis de produire une moyenne de 70 000 barils par jour et de rapporter plus de 1 milliard de dollars par an. La phase suivante, en préparation, exige un investissement de plus de 10 milliards de dollars – ce qui fait de ce projet le plus important investissement étranger actuellement en cours dans la Fédération russe. Le gaz et le brut devront être acheminés par pipeline jusqu'à la pointe sud de Sakhaline, où deux ports sont en construction à Prigorodnoïé, l'un pour le pétrole, l'autre pour le GNL¹². L'Inde est également un client dont les besoins augmentent très rapidement. L'éloignement géographique fait que ce marché est difficilement accessible. En revanche Moscou soutient le projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde à la fois pour s'opposer au projet américain concurrent Turkménistan-Afghanistan –Pakistan , mais aussi pour concentrer les exportations iraniennes vers l'Asie afin de ne pas voir émerger une concurrence sur le marché européen.

¹² Kandiyoti Rafael, « de nouvelles routes pour le pétrole et le gaz », *Le Monde diplomatique*, mai 2005

1.3. à la conquête du marché américain

Le développement des exportations vers l'Est ne veut pas dire uniquement à destination des pays asiatiques. Les Etats-Unis reste toujours un marché d'intérêt pour la Russie. Les projets de coopération énergétique entre Moscou et Washington, présentés comme un pilier du partenariat stratégique après le 11 septembre, n'ont pas abouti en raison d'une défiance politique et économique accentuée après l'affaire Ioukos. Pourtant, si les Etats-Unis veulent réduire d'ici 20 ans de 75% leurs importations de pétrole en provenance du Moyen Orient¹³, les importations de gaz et de pétrole russe pourraient augmenter de façon significative. En février 2006, le président de Transneft a déclaré lors de la Semaine internationale du Pétrole à Londres que « la Russie est intéressée à exploiter le marché américain et le réseau d'oléoducs russes se développera compte tenu de ce fait ». Il a illustré son propos avec le projet de terminal pétrolier sur la mer arctique. Gazprom prône une stratégie globale et envisage avec confiance le développement de ses exportations de gaz liquéfié (LNG) vers les Etats-Unis. L'année 2010 verra la mise en exploitation du gisement de gaz de Shtokman en mer de Barents par un consortium international. Depuis Mourmansk, le transport vers les Etats-Unis de gaz liquéfié par des méthaniers géants ne prendra plus qu'une semaine. La distance entre Mourmansk et les terminaux pétroliers de Houston, aux Etats-Unis, est presque moitié moins longue que celle qui sépare ce port texan du golfe Persique. En Extrême-Orient, le choix de Nakhodka, pourtant bien plus coûteux qu'une solution directe vers la Chine, ouvre également des perspectives américaines à la fois pour le pétrole et le gaz liquéfié (LNG), même si la durée du trajet n'est pas concurrentielle avec le projet de Mourmansk.

L'accent mis sur la construction d'installations portuaires sur la côte Arctique ou d'Extrême Orient correspond à une volonté de s'affranchir des dépendances liées au transit terrestre et à une trop grande influence du consommateur, si les infrastructures n'alimentent qu'un seul marché. Les infrastructures portuaires permettent d'envisager un développement rentable vers les Etats-Unis dès lors que les coûts de transport seront réduits. De plus, elles offrent la possibilité à tous les tankers et méthaniers du monde de participer à des enchères, qui sont en période de pénurie particulièrement lucratives.

¹³ Déclaration du président Bush

1.4. nucléaire

Il existe un autre secteur énergétique qui en période de pénurie peut s'avérer particulièrement intéressant : le domaine du nucléaire civil. En 2000, le gouvernement russe a adopté une stratégie sur l'énergie nucléaire. Elle avait pour but de définir les principaux objectifs dans ce domaine :

- augmenter l'efficacité en réduisant le coût de production électrique nucléaire ;
- moderniser et prolonger la durée de vie des réacteurs nucléaires existants ;
- poursuivre la politique de construction de nouvelles infrastructures en Russie mais également à l'étranger.

L'objectif pour 2020 est de produire 23% de l'électricité par des moyens nucléaires contre 15% actuellement. La capacité de production électrique par le nucléaire est principalement entre les mains de l'agence fédérale pour l'énergie nucléaire. Les centrales de production sont principalement exploitées par la compagnie d'Etat Rosenergoatom. La société Gazprom n'est pas absente du secteur : la banque du groupe Gazprombank a pris une part majeure dans la société Atomstroyeksport, impliquée dans la construction de centrales nucléaires de production électrique, deux en Chine et celle de Busher en Iran.

Selon un article paru en 2003 dans *Foreign affairs* (volume 82 n°2), intitulé « Axis of oil ? », une coopération dans le domaine du nucléaire avec la Russie serait profitable aux États-Unis. En effet, la Russie possède un savoir-faire dans ce domaine. Une coopération rendrait plus efficace les efforts financiers effectués jusqu'à présent par le programme Cooperative Reduction Threat (CTR). De plus, un centre de stockage international des déchets nucléaires devrait être créé dans la région de Krasnoyarsk. Ce centre serait prévu également pour l'enrichissement de l'uranium destiné aux centrales nucléaires, pour le recyclage des déchets radioactifs. Une politique internationale de retraitement et de stockage des déchets ultimes des centrales nucléaires, frein à un véritable bond de la production d'électricité par le nucléaire, pourrait être plus efficace que les initiatives nationales développées jusqu'à présent. Au sein du dialogue énergétique entre l'Union européenne et la Russie, la question nucléaire est également abordée.

Enfin, les tentatives de Moscou pour jouer un rôle de premier plan dans la crise qui oppose la communauté internationale et l'Iran sur la question nucléaire montrent que Moscou entend être présente dans tous les débats énergétiques actuels. Une des raisons qui freinent l'action de la communauté internationale est le poids de l'Iran sur le marché énergétique déjà soumis à de fortes pressions. La solution proposée par Moscou consiste à établir un commerce d'uranium enrichi au profit des installations civiles nucléaires iraniennes pour lever tout soupçon d'utilisation militaire. Les intérêts économiques de la Russie en Iran sont importants. Cette proposition, qui selon les observateurs a peu de chance d'aboutir, démontre bien que la Russie

cherche à préserver ses intérêts économiques importants en Iran, parmi lesquels le secteur nucléaire figure en bonne place.

2. DEVELOPPER UNE COMPLEMENTARITE ENERGETIQUE AVEC LA CEI

La position russe sur le marché mondial de l'énergie n'est pas le seul objectif poursuivi par la politique étrangère russe. Le développement des relations avec les anciens pays de la CEI est également un ressort de la puissance eurasiatique que Moscou souhaite reconstituer. L'énergie peut prétendre être un facteur de rapprochement, notamment à travers l'électricité et le gaz d'Asie centrale. La communauté d'acier et de charbon, première pierre de l'Union européenne, ne peut qu'inspirer Moscou à poursuivre dans cette voie, même si parfois cette politique soulève des protestations comme main mise russe sur des pans stratégiques de l'économie.

2.1. Electricité

La stratégie énergétique de 2003 souligne que le développement des moyens d'exportation de l'électricité est d'importance stratégique pour la Russie, notamment en intégrant son réseau aux autres entreprises du continent eurasiatique. Dans ce secteur encore, les besoins de financement pour la modernisation des réseaux sont significatifs. La compagnie RAO UES détient un monopole de fait pour la production et la distribution d'électricité en Russie. Le paysage interne est appelé à évoluer mais pour l'heure la compagnie UES mène une activité extérieure très fédératrice. Bien que ses activités soient essentiellement domestiques, UES a exporté depuis 2000 vers l'Europe, la Turquie, la Finlande, la Norvège, la Chine et le Japon. Anatoly Choubaïa à la tête de la compagnie ne cache pas ses ambitions pour la Russie d'étendre son influence aux pays voisins en développant les relations commerciales et les acquisitions. UES s'est montrée très présente lors des appels d'offre pour les privatisations en Slovaquie, Roumanie, Bulgarie, Pologne et Moldavie sans remporter de grands succès. En revanche dans les pays de la CEI, qui sont une étape pour des exportations plus lointaines, UES a fait de nombreuses acquisitions. Premièrement en Géorgie, une part très importante des compagnies de production ou de distribution est détenue en majorité par UES. Selon le site en ligne de UES, un accord de principe entre RAO UES et le ministère du pétrole et de l'énergie géorgien a été obtenu pour le développement d'une société mixte destinée à exporter de l'électricité vers la Turquie. De plus, RAO UES propose une participation à la construction de lignes à haute tension reliant les systèmes d'Azerbaïdjan, de Géorgie et de Turquie. L'UES a renforcé dernièrement son contrôle sur l'électricité arménienne en faisant l'acquisition d'actions de l'ENA (réseau national arménien) auprès d'une autre société étrangère Midland. Les projets en Asie centrale sont moins avancés, mais le secteur électrique revêt une importance capitale pour des pays comme le

Tadjikistan, dont une des seules richesses est la production d'hydroélectricité. Au Kazakhstan, UES est entré à 50% dans le capital de la principale centrale de production électrique Ekibastuz en septembre 2004. Le Kazakhstan reste plus réticent pour accepter une participation d'UES dans le réseau de transport électrique¹⁴, car Astana souhaite garder un levier vis-à-vis de la Russie. En effet, la production d'hydroélectricité par les pays du Sud Kirghizistan et Tadjikistan est amenée à croître et à desservir la Russie. Plusieurs projets de centrales hydroélectriques, abandonnées dans les années 90 faute de crédits, reviennent au cœur des discussions entre UES, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Douchanbé a reçu des financements de la Russie dans ce secteur en plus d'un effacement de la dette lors de négociations sur la pérennisation d'une base militaire russe à Douchanbé. La construction de centrales à Sangtuda ont attiré la convoitise de la compagnie russe UES et de l'Iran, qui se partagent les deux projets devant aboutir respectivement en 2009 et 2010. Les centrales hydroélectriques de Rogun, tournées vers la consommation intérieure et notamment des entreprises d'aluminium russes au Tadjikistan sont déjà en service. Au Kirghizistan, un projet de participation à la construction de centrales à Kambar-ata a occupé de nombreuses rencontres en 2004. Indiscutablement, le secteur de production et de distribution électrique apparaît comme un nouveau facteur unificateur des pays de la CEI.

2.2. Nucléaire

Il existe une similitude dans la stratégie globale et la stratégie développée vers les pays de la CEI. Le nucléaire n'est pas absent des discours vantant la complémentarité entre Russie et ex républiques soviétiques. Lors du rapprochement avec Tachkent, le thème nucléaire a été abordé : Vladimir Poutine a salué la coopération en ces termes : « La Russie est fermement décidée à élargir sa coopération au sein de la communauté économique eurasiatique dans la sphère de la sécurité énergétique globale. Une de ses priorités est le développement de la collaboration pour l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ». Les importantes réserves ouzbèkes en uranium font de Tachkent un partenaire intéressant pour le secteur nucléaire russe, lui offrant, selon les propos de Poutine «des possibilités à long terme supplémentaires pour l'édification d'une base énergétique nucléaire stable. »

Selon un article *vremia novostey* du 25 janvier 2006, des discussions sur une coopération nucléaire sont intervenues début janvier entre Moscou, Kiev et Astana. Après l'électricité, le secteur du nucléaire semble propice aux rapprochements.

¹⁴ Un projet de ligne haute tension Nord Sud avec l'aide de la BERD et de la banque mondiale est en cours.

2.3. le gaz d'Asie centrale

Le 21 janvier 2002, le président Poutine a proposé de former une seule voie d'exportation pour toutes les extractions gazières d'Asie centrale et a suggéré la formation d'une alliance des producteurs de gaz eurasiatiques constituée par la Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Si cette alliance n'a pas abouti de façon très concrète, des accords et déclarations communes ont marqué une certaine réussite de la politique de Moscou.

La Russie a besoin du gaz d'Asie centrale pour approvisionner le marché européen. Achetant le gaz d'Asie centrale à un prix inférieur de celui de la revente sur le marché européen, elle exploite la nécessité qu'ont les pays d'Asie centrale d'utiliser ses infrastructures pour atteindre le marché européen (cf carte annexe I). Le bénéfice de ces pratiques lui permet de différer le lancement de nouvelles exploitations, dont la mise en exploitation sur des terrains difficiles et éloignés serait très coûteuse.

En avril 2003, la Russie a signé avec le Turkménistan un contrat courant sur 25 ans qui prend effet en 2006 et prévoit des livraisons de gaz à la Russie. Les relations avec l'état dirigé par l'incontrôlable « Turkmenbachi » sont chaotiques, mais les intérêts économiques priment sur les intérêts des ressortissants russes dans ce pays. Ainsi le président turkmène a été reçu très chaleureusement à Moscou au mois de janvier. Récemment la position turkmène vis-à-vis de l'Ukraine est venue renforcer la position tranchée de Moscou. Le Turkménistan souhaite imposer à Kiiiv une augmentation des tarifs du gaz, compromettant l'accord obtenu en janvier 2006 qui consistait à mélanger gaz russe et gaz turkmène pour conserver un prix accessible à l'économie ukrainienne. Est-ce réellement coordonné puisque cela risque de mettre à terre l'accord difficilement obtenu dans les premiers jours de janvier 2006 ? Moscou n'a pas été exempt de telles pratiques de la part de l'état turkmène, qui en décembre 2004 n'a pas hésité à couper ses livraisons vers la Russie pour imposer une hausse de ses tarifs. La présence chinoise au Turkménistan est de plus en plus visible. Au printemps 2006, une visite officielle du président turkmène Nyazov à Pékin devrait voir la signature d'accords sur la livraison de gaz à la Chine. L'implication chinoise dans la modernisation de la raffinerie de Seidin est également à l'étude.

Outre le Turkménistan toujours potentiellement imprévisible, la Russie encourage un rapprochement avec l'Ouzbékistan. En décembre 2002, des accords avaient déjà été signés entre Gazprom et la société Uzbekneftegaz, promettant des achats de gaz annuels et des investissements dans le secteur gazier ouzbèke. Des projets d'exploration commune à la fois pour le gaz (site d'Ustyurt) et le pétrole seront adoptés en juin 2006. Gazprom devient de plus en plus présent en Ouzbékistan, voire recherche une position de monopole pour l'exportation du gaz

produit dans ce pays. L'adhésion de l'Ouzbékistan à la communauté économique eurasiatique (CEE), obtenu au sommet de Saint-Pétersbourg en janvier 2006, confirme le rapprochement entre Moscou et Tachkent. Bien que les livraisons de gaz ouzbèkes soient dix fois inférieures à celles du Turkménistan, Moscou entend accorder une plus grande confiance au président Karimov.

Gazprom s'intéresse aussi au sous-sol du Kirghizistan. Le 27 janvier 2006, Alexei Miller, à la tête de Gazprom, a signé avec le premier ministre kirghize Felix Kulov un « memorandum of understanding » sur le développement d'un consortium pour l'exploitation du gaz et du pétrole. Enfin, le Kazakhstan, autre membre de la CEE a longtemps été considéré comme le partenaire principal dans le domaine énergétique. La concurrence chinoise modifie quelque peu la donne en diversifiant les voies d'exportation de ses hydrocarbures. Cela donne au Kazakhstan un certain levier, qu'il n'a pas hésité à utiliser pour augmenter les frais de transit du gaz destiné à la Russie. De plus, en décembre 2005, l'oléoduc Atasu- Alashankou, symbole d'une coopération renforcée avec la Chine était inauguré. Cependant, cet oléoduc pour atteindre sa pleine capacité aurait besoin d'exporter également du pétrole extrait des zones de Sibérie occidentale via l'oléoduc Omsk-pavlodar-Chimkent. La Russie n'est pas totalement hostile à ces voies alternatives vers la Chine, si elle peut conserver une certaine influence.

Le secteur énergétique est au cœur des relations entre Moscou et les pays d'Asie centrale. Des accords économiques ponctuels, de préférence à longue échéance, se couplent avec des engagements plus politiques. Certains analystes estiment que ces accords à longues échéances avec les états d'Asie centrale ne préfigurent pas des réformes dans la politique gazière de la Russie, notamment l'accès aux infrastructures. Il est certain que la Russie y voit là une de ses priorités.

3. POLITIQUE D'INFLUENCE

3.1. grâce à une économie redynamisée

La manne du secteur de l'énergie est un atout russe pour reconstruire son économie. Les besoins du secteur pour pérenniser cet atout sont énormes et expliquent en partie les exigences commerciales des sociétés énergétiques envers leurs clients. La reprise en main du secteur russe par le pouvoir central ne consistait pas uniquement à influencer la politique d'exportation des compagnies mais également à les soumettre à une forte taxation. Les caisses de l'Etat russe profitent de l'embellie du secteur énergétique. Si l'on reprend le concept de puissance mixte (« soft » et « hard »), l'influence repose sur les capacités de rayonnement économique et culturel. La situation interne exige qu'une part essentielle de cette manne serve à relancer les services, le

tissu économique de la Russie pour diversifier son paysage productif et l'adapter au commerce mondial. Le chemin n'est pas aisé, et les différentes options sur la conduite à tenir semblent nourrir des luttes au niveau des plus hautes instances de l'Etat russe. Les effets d'une maladie hollandaise, frappant les Etats riches en matières premières, ont été observés : explosion de l'immobilier, réaction de rentiers. En dépit de besoins internes énormes, il n'est pas interdit de penser qu'une part sera employée pour des aides locales aux pays de la CEI ou à la prise de participation dans différents secteurs des économies d'Asie centrale, du Caucase, de l'Ukraine ou de la Biélorussie. Les mouvements de capitaux dans le secteur énergétique sont souvent décriés car relevant d'un intérêt stratégique mais des fusions ailleurs répondraient à une logique longtemps appliquée par les pays du G8. De plus, une embellie économique de la Russie ne peut que provoquer un appel de main d'œuvre, alors que la population russe a déjà commencé à décliner. La contribution économique des travailleurs émigrés en Russie dans des pays comme le Tadjikistan ou la Géorgie est fondamentale. Une économie russe plus dynamique ne pourra se passer de la main d'œuvre des anciens pays de l'Union soviétique. L'influence culturelle russe se fait à travers les moyens de communication russes, qui via les satellites et la presse continuent à nourrir toutes les capitales de l'ex URSS, mais aussi les milieux d'affaires.

Les échanges de produits manufacturés ont connu un développement positif à l'issue de la crise de 1998, mais actuellement le renchérissement du rouble ne protège pas les marchés de l'invasion des produits chinois, qui inondent les marchés d'Asie centrale. La compétitivité des entreprises russes est mise à mal. C'est un défi majeur pour les entreprises russes sur leur marché de prédilection qu'est la communauté des états indépendants.

3.2. moins d'exigences démocratiques

L'influence russe a été minée après la dislocation de l'union soviétique par le désastre économique qui s'en est suivi. Seul l'Occident ou la Chine pouvaient répondre à des attentes de pays confrontés à des crises internes plus ou moins profondes. Les subsides occidentaux européens ou américains sont venus conforter des pouvoirs en place, peu enclins à lutter contre la corruption. Une fois la situation quelque peu stabilisée, des évolutions vers davantage de démocratie ont souvent été exigées par les chancelleries occidentales. Les relations avec certains Etats d'Asie centrale se sont alors tendues. Les problèmes entre Ouzbékistan et Etats-Unis en juillet 2005 au sujet de la répression des émeutes d'Andizhan sont révélateurs. La Russie sous le feu des critiques sur la conduite démocratique de sa politique est beaucoup moins exigeante. Elle semble retrouver une communauté de vues avec ses partenaires d'Asie centrale en accréditant la menace islamiste sur ces états. C'est pourquoi l'influence des organisations non gouvernementales (ONG), qui font la promotion d'un autre modèle de gouvernance a été

dénoncée. La Russie a même voté une loi pour limiter les actions des ONG sur son territoire. Elle prône un modèle de démocratie spécifique, qui tient compte de sa géographie, de son histoire et de la sociologie de sa population, idée partagée par de nombreux gouvernements d'Asie centrale et de Biélorussie.

3.3. la Russie saura-t-elle mettre en place des relations apaisées ?

Dans son discours aux ambassadeurs en juillet 2004, le président Poutine soutenait que les relations entre les pays de la CEI et la Russie devaient être rendues les plus attractives possibles non seulement pour elle-même mais aussi pour eux. Cela sonnait comme un repentir des erreurs commises par le passé. Vis-à-vis de l'Asie centrale, les lendemains du 11 septembre 2001, qui ont profondément modifié les présences étrangères dans la région, imposaient une telle évolution. Celle-ci a porté des fruits presque inattendus : la Russie a renoué des relations plus cordiales avec l'Ouzbékistan, ce qui a entraîné son adhésion à l'Organisation de coopération de Shanghai. Vis-à-vis de l'Ukraine ou du Sud-Caucase, les évolutions ont été différentes. En dépit de l'arrivée au pouvoir du très pro-occidental Mikhaïl Saakachvili, certains échanges commerciaux ou autres signes de détente politique (par exemple un accord sur le démantèlement des bases russes en Géorgie) auraient pu faire croire à la mise en pratique de cette nouvelle politique d'influence russe. Mais la récente guerre sur les prix du gaz n'a pas fait montre d'un infléchissement de l'autorité russe sur ces anciennes républiques soviétiques. Est-ce l'épisode de la révolution orange qui entraîne de nouveau la Russie dans une posture peu rationnelle ou un réel impératif économique ? Disons que l'amertume née de ce camouflet libère toute retenue pour faire primer les exigences économiques de Moscou. Certaines analyses du dernier bras de fer, qui a opposé la Russie à l'Ukraine le 1er janvier 2006, soutiennent que cette opération n'aura servi qu'à alerter les Européens. L'attitude russe est apparue une nouvelle fois dans les media occidentaux comme menaçante. L'Europe est devenue inquiète de sa dépendance. A la veille de prendre la présidence du G8, cette manœuvre ne rassure pas les occidentaux: un porte parole du département d'Etat a critiqué la coupure de gaz à l'Ukraine comme une « mesure abrupte qui crée une insécurité énergétique régionale et soulève de sérieuses questions sur l'utilisation de l'énergie pour exercer une pression politique ». Il est vrai que tous les objectifs de Moscou n'ont pas été atteints dans cette affaire. La pression exercée sur le président Iouchtchenko à l'approche des élections législatives de mars 2006 pourrait être contre productive en déclenchant un sursaut nationaliste des électeurs ukrainiens. Le contrôle des infrastructures de transport (gazoducs) n'est pas définitivement acquis. Enfin, la participation de l'Ukraine à l'espace économique commun,

que Moscou a instauré avec le Kazakhstan et la Biélorussie, peut elle être un objectif dans un tel climat de défiance ?

Un autre bras de fer, celui qui l'oppose à la Géorgie peut paraître totalement absurde et en dehors de toute logique diplomatique. La pression des prix actuels conforte la position pro occidentale de Tbilissi et justifie l'urgence d'un gazoduc BTE. Les différents gaziers avec la Géorgie resurgissent régulièrement. La Géorgie a tenté à maintes reprises son émancipation énergétique. Elle a essayé de faire jouer une certaine concurrence entre Gazprom et Itera, qui avait l'exclusivité du marché géorgien jusqu'en 2003. Itera, dénoncé selon les moments comme éventail de GAZPROM ou comme concurrent, a pratiqué plusieurs coupures de gaz pour dette excessive ou pour des problèmes d'avarie sur les réseaux. En 2003, pour surmonter sa dette auprès d'Itera, la Géorgie consent à signer un contrat de 25 ans pour la fourniture de gaz par Gazprom. La dépendance énergétique géorgienne est aggravée par le fait qu'une bonne partie de l'électricité (24%) est produite à partir du gaz. Les relations ne cessent de se dégrader entre Moscou et Tbilissi. Les griefs ne manquent pas entre questions abkhaze, ossète et tchéchènes. Pourtant, au regard des difficultés de Moscou dans les républiques du Caucase, la Géorgie doit plutôt être ralliée. L'approvisionnement en gaz de l'Arménie dépend encore du transit sur le territoire géorgien. Sa position géographique place la Géorgie en plaque tournante de l'exportation des hydrocarbures de la Caspienne et de l'entrée sur le territoire turc en dépit du gazoduc Blue stream. Ces questions semblent appartenir aux préoccupations du Kremlin, mais les relations avec la Géorgie ne prennent pas la bonne voie.

En attendant le BTE, l'Arménie et la Géorgie se tournent vers l'Iran pour la construction d'un nouveau gazoduc. Les Russes et les américains pourraient être cette fois d'accord pour ne pas soutenir ce projet.

La route est encore longue pour Moscou avant de renoncer à des méthodes susceptibles de froisser la communauté internationale. Les relations avec la Géorgie et l'Ukraine restent passionnelles. En revanche, les relations avec les pays d'Asie centrale semblent mieux s'accorder. Chacun a des intérêts économiques réciproques. La concurrence de la Chine y est vive. A travers l'intérêt russe pour l'Asie centrale se lit en effet une volonté d'endiguer la Chine en pesant sur les voies terrestres d'approvisionnement énergétiques chinoises. Moscou espère bâtir une communauté économique eurasiatique avec comme facteur principal de l'union l'énergie. Elle espère pouvoir réactiver les facteurs de rapprochement linguistiques, culturels et économiques. Elle peut s'appuyer sur une large diffusion de ses medias sur le monde eurasiatique pour tenter de ramener vers elle une jeunesse musulmane tentée par un certain anti-

américanisme, et qui n'aura pas vécu les excès de l'Union soviétique. Cette politique reste sujette aux réelles volonté et capacité d'investissements financiers dans ces pays.

CONCLUSION

Lorsque l'on s'attache à étudier la place de l'énergie dans la politique extérieure russe, on est tenté de vouloir tout expliquer par une recherche des profits économiques. Mais l'actualité a montré que derrière des différends économiques fondés et compréhensibles s'expriment encore des dimensions plus affectives. Les relations entre la Russie et l'Ukraine sont de cet ordre. Difficilement accessible aux négociations avec ce qui fut encore il y a vingt ans des républiques soumises, Moscou tente cependant de substituer les pressions économiques aux bras de fer militaires ou sécuritaires.

L'importance que Moscou concède à la sécurité énergétique témoigne du rôle majeur de ce secteur pour son équilibre interne. Son activisme russe est sans doute proportionnel à sa dépendance envers ce secteur et la complexité des défis qu'il lui faut relever pour son avenir. Il reflète également un sentiment de vulnérabilité sur ses voies d'exportation. L'élargissement de l'OTAN, l'influence occidentale dans des pays comme l'Ukraine et la Géorgie sont perçus comme des gestes intrusifs à même de menacer les voies d'exportation de gaz et de pétrole. Toutes les actions des sociétés énergétiques russes, pilotées ou non par le Kremlin, tendent à conforter la position de la Russie dans les exportations énergétiques. L'extrême dépendance de son économie envers ce secteur peut à terme constituer une faiblesse, d'autant plus que les développements futurs nécessaires seront extrêmement coûteux et leur rentabilité pourrait être compromise.

Deux visions s'affrontent : celle d'un réalisme économique et géopolitique de la Russie, qui défend son indépendance dans un secteur économique vital pour son avenir et celle de l'arme énergétique politique, qui vise à regagner le contrôle des anciennes républiques soviétiques pour reconstruire une puissance de type impérial. Cette étude a tenté de trouver une voie moyenne, notant les évolutions dans l'utilisation des pressions sur le thème énergétique, mais surtout en mettant en avant des nouvelles méthodes d'influence russe, notamment en Asie centrale. L'énergie étant toujours au centre du projet, les membres d'une nouvelle communauté eurasiatique encore en construction sont perçus davantage comme des partenaires. Leur participation à la construction d'une puissance énergétique complète est nécessaire, notamment pour le secteur du gaz. La réhabilitation d'un lien économique, culturel et sociétal fort entre les

Etats permettra de coordonner la politique envers la Chine, qui se montre très présente dans ses pays voisins riches en matières premières.

Pourtant la puissance énergétique russe fait peur. Si la Russie veut gagner sa place pleinement sur la scène internationale, comme sa présidence du G8 le laisse présager, elle devra être vigilante sur les méthodes employées. Son interdépendance avec l'Europe doit être le symbole qu'elle sait assumer une certaine dépendance dans le cadre d'un vrai partenariat. Les diverses constructions économiques avec les pays d'Asie centrale et la Biélorussie mettent la diplomatie russe à l'épreuve. Elles procèdent d'une vision de construction d'un bloc eurasiatique, dont la puissance repose sur le contrôle des flux énergétiques (gaz, électricité, nucléaire, pétrole). Le processus est en marche, mais la route reste longue et semée d'embûches.

ANNEXE 2

Europe- Russie



Source site www.eia.doe.gov

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- BOUSSENA Sadek et LOCATELLI Catherine, « Les fondements d'une nouvelle organisation du secteur pétrolier russe entre le privé et l'Etat », *Le Cahier de recherche LEPII*, , série EPE, n°39,mars 2005.
- DUBIEN Arnaud et BUCKRELL David , « énergie et politique dans la Russie de Poutine », *La revue internationale et stratégique*, n°54, été 2004.
- BOUSSENA Sadek et LOCATELLI Catherine, « vers une plus grande cohérence de la politique pétrolière de la Russie ? », *revue de l'énergie*, octobre 2004.
- LOCATELLI Catherine, « Les évolutions de la stratégie d'exportation gazière de la Russie l'Europe contre l'Asie ? », *Le Cahier de recherche LEPII*, , série EPE,n°38, septembre 2004.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- FREDHOLM Michael, « The russian enrgy strategy and energy policy : Pipeline diplomacy or mutual dependence ? », MOD, Conflict Studies research center , septembre 2005.
- MONAGHAN Andrew,« Russian oil and EU energy security MOD, Conflict Studies research center , novembre 2005
- HILL Fiona, « Energy empire: Oil, Gas and Russia's revival », *Foreign Policy center*, septembre 2004
- LEIJONHIELM Jan et LARSSON Robert, "Russia's strategic commodities: Energy and metals as security levers", *Defence Analysis*, Novembre 2004

PUBLICATIONS INTERNET

- GLOAGUEN Cyrille, « Les hydrocarbures dans la politique étrangère russe: outil de coopération ou de coercition ? », *Institut Français de Géopolitique*
- US department of energy, Energy information administration « major russian oil and gas pipeline projects », mars 2005 www.eia.doe.gov
- VERCUEIL Julien, « politique et géopolitique du pétrole russe », *Géoconfluences*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<u>I. INDISPENSABLE PRIORITE A L'ENERGIE</u>	3
<u>11. Les fragilités internes du secteur énergétique</u>	3
111. Le secteur pétrolier	4
112. Le secteur gazier	5
<u>12. Une reprise de contrôle par l'Etat nécessaire</u>	5
<u>II. ARME ENERGETIQUE OU EXIGENCES COMMERCIALES</u>	8
<u>21. Une arme énergétique peu efficace dans le passé</u>	8
211. Des gestes politiques vains	8
212. Des résultats plus que mitigés envers des Etats lourdement endettés	9
213. Des négociations commerciales intenses	9
<u>22. Un levier rendu inefficace par les multiples dépendances</u>	10
221. Dépendance financière : L'Europe à la merci du gaz russe ?	10
222. Une dépendance handicapante : les voies de transit	11
<u>23. Limiter sa dépendance</u>	12
231. Positionnement sur les marchés énergétiques	12
232. Partenaires multiples en Asie	13
233. Eviter les étranglements des détroits	14
<u>24. Limiter la concurrence sur le marché européen</u>	15
241. Extraction de la mer Caspienne	15
242. L'Europe du Sud	16
243. La Turquie	16
<u>III. ENERGIE OUTIL D'INFLUENCE</u>	17

<u>31.Développer une stratégie globale</u>	17
311. Atout géographique	17
312. Concurrence Europe-Asie	18
313. à la conquête du marché américain	19
314. Energie nucléaire	20
<u>32.L'énergie comme facteur d'unité eurasiatique</u>	21
321. Electricité	21
322. Nucléaire	22
323. Le gaz d'Asie centrale	23
<u>33.Politique d'influence</u>	24
331. grâce à une économie redynamisée	24
332. grâce à des moindres exigences démocratiques	25
333.La Russie saura-t-elle construire des relations apaisées ?	26
 CONCLUSION	 28
 ANNEXES	
Annexe 1 : Carte générale	30
Annexe 2 : Europe-Russie	31